

ATIONS UNIES

SEMBLEE  
ENERALE



Distr.  
GENERALE

A/2668  
S/3270  
20 juillet 1954  
FRANCAIS

ORIGINAL : ANGLAIS

ELECTION D'UN MEMBRE DE LA COUR INTERNATIONALE DE JUSTICE EN  
VUE DE POURVOIR LE SIEGE DEVENU VACANT PAR SUITE DU DECES DE  
SIR BENEGAL RAU

Liste des candidats présentés par les groupes nationaux

Note du Secrétaire général

Conformément à l'Article 7 du Statut de la Cour internationale de Justice, le Secrétaire général a l'honneur de communiquer à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité une liste alphabétique de tous les candidats présentés par les groupes nationaux pour l'élection qui aura lieu à l'Assemblée générale et au Conseil de sécurité en vue de pourvoir le siège devenu vacant à la Cour internationale de Justice par suite du décès de Sir Benegal Rau, survenu le 30 novembre 1953. Conformément à l'Article 15 du Statut, le mandat du candidat qui sera élu au siège vacant expirera le 5 février 1961, date à laquelle le mandat du juge décédé aurait normalement expiré.

Les notices biographiques des candidats sont jointes à la présente liste.

<u>Nom et nationalité du candidat</u>	<u>Groupe national présentant la candidature</u>
COLOV, Ernest S.B. (Danemark)	Danemark
CRUZ, Ramón E. (Honduras)	Honduras
FRØLUND, Thomas (Danemark)	Danemark
GARRIDO DIAZ, Luis (Mèxique)	Honduras
LARA BUSTAMANTE, Fernando (Costa-Rica)	Costa-Rica
De LAVALLE, Juan Bautista (Pérou)	Pérou
MATINDAFTARI, Ahmed (Iran)	Iran
ODIO GONZALEZ, Edgar (Costa-Rica)	Costa-Rica
PAL, Radhabinod (Inde)	Egypte
	Equateur
	Etats-Unis d'Amérique
	Inde
	Liechtenstein
	Mexique
	Pérou
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
	Suisse
THEIN, Myint (Birmanie)	Yougoslavie
De VISSCHER, Charles (Belgique)	Egypte
	France
	Luxembourg
	Mexique
	Norvège
	Pays-Bas
	Yougoslavie
ZAFRUIJA KHAN, Muhammad (Pakistan)	Etats-Unis d'Amérique

COLOV, Ernst S.B.

Juge à la Cour suprême de Justice du Danemark depuis 1944.

Né en 1891; diplômé en droit en 1915; chef de section adjoint du Comté de Sorø en 1915; secrétaire au Ministère de la justice en 1916; a exercé les fonctions de juge au Tribunal municipal de Copenhague de 1923 à 1925; procureur adjoint auprès de la Cour supérieure de la Division de l'Est de 1928 à 1934; chef de section au Ministère de la justice en 1933; juge à la Cour supérieure de la Division de l'Est en 1939; juge à la Cour suprême de Justice en 1944; président de l'Office de la circulation du Ministère de la justice en 1935 et de la Commission des recours pour les affaires de contingentement des importations en 1945; président et membre de divers autres Comités.

Chevalier et Croix d'argent de l'Ordre royal du Dannebrog.

A/2668  
S/3270  
Français  
Page 4

CRUZ, Ramón E.

Juriste hondurègne.

Né en 1903; diplômé en droit et ès sciences sociales; professeur à l'Ecole normale d'instituteurs du Honduras et à l'Instituto de la Antigua Guatemala; juge des tribunaux civils et criminels; juge à la Cour d'appel juge et président de la Cour suprême du Honduras; professeur et doyen de la faculté de droit de l'Université du Honduras; doyen honoraire de la faculté des sciences économiques et recteur par intérim de l'Université du Honduras; ambassadeur du Honduras au Salvador; délégué du Honduras à de nombreuses conférences internationales; bâtonnier de l'Ordre des avocats; membre de la Commission des études territoriales; président de la Fédération des associations universitaires; rédacteur en chef du Foro Hondureño, etc.

FRØLUND, Thomas

Ancien président de la Cour suprême de Justice du Danemark.

Né en 1883, au Danemark; diplôme de fin d'études secondaires, 1904; diplôme de droit, 1910; secrétaire au Ministère de la Justice en 1912; avocat à la Cour supérieure en 1919; chef de section au Ministère de la Justice en 1925; juge à la Cour supérieure de la Division de l'Est en 1929; juge à la Cour suprême de Justice du Danemark en 1933; Président de la Cour suprême de Justice de 1944 à 1953; membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1945; membre de la Commission de conciliation dano-finlandaise; président et membre de divers comités.

Rédacteur en chef de l' Ugeskrift for Retsvaesen (revue juridique hebdomadaire) de 1934 à 1941.

Grand-Croix et Croix d'argent de l'Ordre royal du Dannebrog.

GARRIDO DIAZ, Luis

Membre du Barreau mexicain, professeur d'université.

Né à Mexico, au Mexique, en 1898; a fait ses études à la Faculté nationale de jurisprudence et à l'Ecole des Hautes études du Mexique; inscrit au Barreau en 1922; ancien secrétaire de la Commission nationale des réclamations; procureur de l'Etat de Michoacán; président de la Cour Suprême du Michoacán; doyen de la faculté de droit de l'Université du Michoacán; membre du Comité de rédaction du Code pénal; procureur-adjoint du District fédéral; chef du Département diplomatique du Ministère des relations extérieures; magistrat auprès du Département de la défense sociale; sous-directeur du journal El Nacional; juge principal à la Division des affaires criminelles; conseiller de la délégation du Mexique à la Conférence de Buenos-Aires pour le maintien de la paix; actuellement, directeur de la Sécurité sociale; professeur à la faculté de droit de l'Université du Mexique; professeur d'histoire des doctrines économiques; président de l'Académie mexicaine des sciences pénales; recteur de l'Université du Mexique.

Auteur de divers ouvrages sur le droit pénal et la délinquance juvénile.

LARA BUSTAMANTE, Fernando

Juriste costa-ricien.

Né en 1911 au Costa-Rica; diplômé de l'Ecole de droit du Costa-Rica en 1934; rédacteur en chef de la revue juridique Jurisprudencia de 1935 à 1936; juge de paix à San José de 1932 à 1936; sous-secrétaire d'Etat à l'Education de 1936 à 1940; député à l'Assemblée législative de 1942 à 1946, de 1946 à 1948 et de 1949 à 1953; premier secrétaire de l'Assemblée législative de 1949 à 1952; professeur de droit administratif depuis 1941, et d'histoire du droit de 1940 à 1947, à la faculté de droit de l'Université du Costa-Rica; membre de la Commission chargée de rédiger la nouvelle Constitution, en 1948; ministre des affaires étrangères de 1952 à 1953; bâtonnier de l'Ordre des avocats (Colegio de Abogados) du Costa-Rica de 1954 à 1956; ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Costa-Rica auprès des Gouvernements du Panama et du Mexique; représentant du Costa-Rica aux première et deuxième sessions extraordinaires de l'Organisation des Etats de l'Amérique centrale.

Décorations :

- Grand Officier de la Légion d'honneur (France)
- Aigle aztèque (ruban de première classe) (Mexique)
- Croix de José Matias Delgado (Salvador)
- Croix de Vasco Nuñez de Balboa (Panama)
- Croix de Saint-Grégoire-le-Grand (Saint-Siège)
- Croix de l'Etoile lumineuse (Chine)
- Croix de l'Ordre du Mérite civil (Espagne)
- Croix de l'Ordre du Mérite national (Equateur)

De LAVALLE, Juan Bautista

Juriste péruvien.

Né en 1887 au Pérou; a obtenu les diplômes de docteur en droit et de docteur en philosophie de l'Université de San Marcos, au Pérou; a suivi les cours de la faculté de droit de l'Université de Paris.

En 1913, a été nommé secrétaire organisateur de la Section péruvienne de l'Association américaine pour la réconciliation internationale, organe de la Fondation Carnegie pour la paix internationale. Secrétaire d'ambassade et chargé d'affaires en Bolivie de 1916 à 1918; premier secrétaire de la légation du Pérou en France, où il a également rempli les fonctions de secrétaire de la délégation péruvienne à la Conférence de la Paix de 1919 à 1920. Juge à la Cour supérieure de Justice à Lima en 1930; juge suppléant à la Cour suprême du Pérou en 1938; élu juge titulaire à la Cour par le Congrès du Pérou en 1945; élu membre du Premier Conseil directeur de l'Association interaméricaine des avocats en 1941, fonctions auxquelles il a été réélu par la deuxième Conférence interaméricaine des avocats en 1943; a participé aux travaux de la Commission de réforme du Code du commerce du Pérou, de 1942 à 1944; délégué plénipotentiaire du Pérou à la huitième conférence internationale des Etats américains, qui s'est tenue au Pérou en 1938 et à la neuvième, qui s'est tenue en Colombie en 1948; représentant du Pérou à la Conférence interaméricaine pour la protection des droits d'auteur, qui s'est réunie à Washington en 1946; depuis 1946, représente le Pérou avec le rang d'ambassadeur, au Conseil de l'Organisation des Etats américains, qu'il a présidé pendant la période 1947-1948; chef de la délégation du Pérou à la première session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies; représentant du Pérou à la deuxième partie de la première session de l'Assemblée générale en 1946, ainsi qu'à la seconde session de l'Assemblée générale, à la quatrième, à la cinquième et à la septième; a participé, en qualité de membre de la délégation péruvienne, à la réunion de consultation des Ministres des affaires étrangères des Etats américains qui s'est tenue à Washington en 1951.



M. de LAVALLE est membre de l'Académie péruvienne, correspondant de la Real Academia española de la Lengua; ancien membre de la Société péruvienne de droit international, du Comité péruvien de la Société de législation comparée de Paris; membre honoraire de l'Ordre des avocats du Brésil; membre de l'Association internationale des avocats; membre honoraire de la Société panaméricaine des Etats-Unis, à New-York; membre de l'Institut des études législatives de Rome, de l'Institut argentin de philosophie juridique et sociale, de l'Athénée américain de Washington (Ateneo Americano) et du Comité consultatif des Etats américains auprès de l'Université américaine de Washington.

Principaux ouvrages :

La Crisis contemporánea de la filosofía del derecho, 1911; El Concepto integral del derecho, 1916; Los actos internacionales del Perú - el derecho internacional y los tratados, 1917; La Renovación del derecho peruano y la función judicial, 1938.

MATINDAFTARI, Ahmed

Professeur et juriste iranien.

Né à Téhéran en 1897; a fait ses études supérieures aux Universités de Téhéran, de Paris, de Lausanne et de Berlin. Professeur à la faculté de droit de l'Université de Téhéran depuis 1935 (droit international public, droit pénal et procédure civile); membre de la Cour permanente d'arbitrage de La Haye depuis 1937; professeur à l'Académie de droit international de La Haye; président du Groupe national de l'Iran au Congrès international de droit comparé; membre de l'Académie de l'Iran depuis 1938; membre de la Commission nationale de l'UNESCO.

Carrière politique : ministre de la justice de 1936 à 1939; Président du Conseil des ministres de 1939 à 1940; député au Parlement de 1947 à 1949; sénateur élu de Téhéran depuis 1950; président de la Commission sénatoriale de la justice.

Carrière diplomatique : directeur du Département des traités et de la Société des Nations au Ministère des affaires étrangères iranien; conseiller juridique de la délégation de l'Iran à la Société des Nations de 1928 à 1930.

Carrière judiciaire : conseiller à la Haute Cour de Téhéran; directeur général du Ministère de la justice.

Législation : A pris une part active à l'élaboration de plusieurs projets de codes et de conventions internationales, notamment le code civil (spécialement la partie concernant le droit international privé), le code de procédure civile, code pénal, etc. A participé à l'élaboration de la Charte des Nations Unies en qualité de président de la Commission ministérielle chargée d'étudier les amendements proposés par l'Iran au projet de Dumbarton Oaks.

Secrétaire général de l'Association iranienne pour la Société des Nations; président de l'Association iranienne pour les Nations Unies depuis 1948; organisateur du Séminaire international de l'UNESCO (Téhéran, 1950); organisateur de grandes réunions nationales à l'occasion de la Journée des Nations Unies et de celle des droits de l'homme. A participé à diverses réunions internationales, notamment Assemblée et Conseil de la Société des Nations, Conseil de sécurité, conférences interparlementaires, conférences internationales de droit pénal et de droit comparé, conférence internationale économique, assemblées plénières de la Fédération des associations pour les Nations Unies, séminaire international gandhien pour la paix à New-Delhi, etc.

Ouvrages : "L'abolition des capitulations en Perse" - 1930; "Traité de procédure civile et commerciale" (deux volumes); "La Société des Nations", "L'indépendance économique de la Perse"; "Le socialisme d'Etat dans l'économie iranienne"; "Précis de droit international privé"; "Recueil de conférences sur divers aspects de l'Organisation des Nations Unies".

ODIO GONZALEZ, Edgar

Juriste costa-ricien

Né en 1905 au Costa-Rica; docteur en droit de l'Université nationale; inscrit au Barreau en 1928; nommé, en 1930, membre de la Haute Cour d'arbitrage pour les accidents du travail, organisme créé en vertu de la loi qui avait fait l'objet de sa thèse, a démissionné en 1936 pour raisons politiques; membre du Conseil de l'ordre des avocats (Colegio de Abogados) du Costa-Rica de 1936 à 1937; membre élu de la Société centrale San José en 1940; secrétaire général de la Présidence de 1940 à 1944; a été chargé, de 1940 à 1944, de missions diplomatiques spéciales au Nicaragua, au Salvador, au Mexique et à Cuba, ainsi qu'auprès du Gouvernement de la République Dominicaine en qualité d'envoyé extraordinaire et ministre plénipotentiaire; membre correspondant de l'Institut argentin de droit notarial depuis 1943; avocat conseil principal de l'Association nationale des planteurs de café du Costa-Rica depuis 1944; juge suppléant à la Cour Suprême de justice en 1948; membre de la délégation du Costa-Rica à la quatrième session de l'Assemblée générale en 1949; membre de la délégation du Costa-Rica à la dixième conférence interaméricaine, tenue à Caracas en 1954.

A publié plusieurs ouvrages sur des questions juridiques, politiques et internationales, ainsi que sur la biopsychologie appliquée à la personnalité humaine; a fait, à la demande du Comité national de l'hygiène mentale, une série de conférences sur ce dernier sujet, ainsi que sur l'application de la psychologie au droit de la famille; a publié, en 1953, une étude sur le caractère; prépare actuellement une étude sur la nouvelle orientation de la psychologie légale dans le droit de la famille.

Le Gouvernement chilien a porté M. Olio Gonzalez à la dignité de Commandeur de l'Ordre du mérite pour avoir publié, lors de l'incident diplomatique survenu entre le Chili et l'Espagne au sujet du droit d'asile accordé à des réfugiés espagnols par l'Ambassade du Chili à Madrid, une série d'articles de presse défendant la position du Gouvernement chilien.

PAL, Radhabinod

Juriste indien; membre de la Commission du droit international.

Licencié en droit (médaille d'or) en 1920; docteur en droit en 1924; avocat à la Haute Cour de Calcutta depuis 1921; professeur de droit (chaire Tagore) à l'Université de Calcutta en 1925, 1930 et 1936; a participé, sur l'invitation de l'Académie internationale de droit comparé, au Congrès international de droit comparé tenu à La Haye en 1937; a été élu, avec Lord MacMillan et le professeur Wigmore, co-président de l'Académie, le président élu étant alors président en exercice de la Cour permanente de Justice internationale; membre de l'International Association de Londres; juge à la Haute Cour de Calcutta de 1941 à 1943; vice-chancelier de l'Université de Calcutta de 1944 à 1946; juge au Tribunal militaire international pour l'Extrême-Orient, à Tokyo, lors du procès des grands criminels de guerre japonais, de 1946 à 1948; actuellement, membre de la Commission du droit international.

Ouvrages : The Hindu Philosophy of law in the Vedic and Post-Vedic Times Prior to the Institutes of Manu; The History of the Law of Primogeniture with Special Reference to India, Ancient and Modern; The Law of Limitation in British India; The Law of Income Tax in British India.

THEIN, Myint

Juge à la Cour suprême de Birmanie.

Né en 1902; a obtenu le diplôme de M.A. et de LL.B. de l'Université de Cambridge (Angleterre); inscrit au Barreau de Lincoln's Inn en 1925; membre du Conseil législatif de Birmanie de 1925 à 1928; chargé de cours à l'Université de Rangoon; a rempli diverses fonctions judiciaires importantes de 1930 à 1939; a servi comme officier de 1940 à 1945; chef adjoint des services judiciaires de l'Administration militaire de la Birmanie en 1945; juge des tribunaux répressifs de 1945 à 1946; président du Tribunal civil de la ville de Rangoon de 1946 à 1947; conseiller pour les questions constitutionnelles à la Division des régions frontalières de 1947 à 1948; ambassadeur de Birmanie auprès du Gouvernement de Nankin de 1948 à 1949; ambassadeur de Birmanie auprès du Gouvernement de Pékin de 1950 à 1951; chef de la délégation birmane à la sixième session de l'Assemblée générale des Nations Unies ainsi qu'à la reprise de la septième session et à la huitième session; juge à la Cour Suprême de l'Union birmane depuis 1952; actuellement, président par intérim de la Cour Suprême de Rangoon.

De VISSCHER, Charles

Juriste belge.

Né en 1884.

Membre de la Cour internationale de Justice de 1946 à 1952; membre de la Cour permanente d'arbitrage depuis 1923.

Professeur de droit international public et privé aux Universités de Gand et de Louvain; a dirigé la publication, depuis 1920, de la Revue de droit international et de législation comparée; membre depuis 1921 de l'Institut de droit international, dont il a été secrétaire général de 1925 à 1937 et président de 1947 à 1948.

Docteur honoris causa des Universités de Paris, de Nancy et de Montpellier; membre titulaire de l'Académie royale de Belgique et délégué de cette Académie à l'Union académique internationale; président de l'Union académique internationale de 1947 à 1950; président de l'Institut des relations internationales (Bruxelles) depuis 1947; membre correspondant de l'Institut de France (Académie des sciences morales et politiques), de l'Académie des sciences morales de Madrid et de l'Institut des sciences morales et politiques de Roumanie; membre du Conseil d'administration de l'Académie de droit international de La Haye; membre honoraire de la Société américaine de droit international.

Ancien président ou membre de nombreuses commissions permanentes de conciliation et d'arbitrage sous les auspices de la Société des Nations.

A exercé diverses fonctions à la Société des Nations, en particulier les fonctions de membre et de rapporteur du Comité pour l'amendement du Pacte de la Société des Nations et de la Commission pour l'étude de la procédure de conciliation; membre du Comité de juristes créé après l'incident de Corfou et du Comité d'experts pour la codification progressive du droit international. Représentant de la Belgique à la première conférence pour la codification du droit international et rapporteur de la troisième commission de cette conférence.

A plaidé à la Cour permanente de Justice internationale à La Haye dans de nombreux et importants procès de droit international et a été élu à cette Cour en 1937.

A/2668  
S/3270  
Français  
Page 16

Membre du Gouvernement belge de la libération de 1944 à 1945; en 1945, a représenté la Belgique au Comité des juristes qui s'est réuni à Washington pour rédiger le statut de la Cour internationale de Justice, à la Conférence de San-Francisco sur l'Organisation internationale, à la Conférence pour la coopération intellectuelle qui s'est réunie à Londres, et à la première partie de la première session de l'Assemblée générale, à Londres.

Auteur de plus de quatre-vingts études de droit international, dont les plus importantes ont paru dans la Revue de droit international et de législation comparée et dans le Recueil de cours de l'Académie de droit international de La Haye.



ZAFRULLA KHAN, Muhammad

Ministre des Affaires étrangères du Pakistan, depuis décembre 1947.

Né en 1893; B.A. (avec mention) de l'Université du Pendjab en 1911;

Docteur en droit (avec mention) de l'Université de Londres en 1914; inscrit au Barreau de Lincoln's Inn; Docteur honoris causa de l'Université de Cambridge (Angleterre), en 1937; membre honoraire du King's College de Londres; membre honoraire du Corps des Doyens de Lincoln's Inn.

A exercé la profession d'avocat à la Haute Cour de Lahore de 1916 à 1935; a également plaidé devant les Hautes Cours de Patna et de Madras ainsi que devant le Comité judiciaire du Privy Council, à Londres; membre de l'Assemblée législative du Pendjab de 1927 à 1935; a assisté aux Conférences de la Table Ronde concernant l'Inde, tenues en 1930, 1931 et 1932; ministre de l'éducation, de la santé et des questions foncières du Gouvernement de l'Inde en 1932; délégué au Comité mixte des deux Chambres chargé d'examiner les réformes constitutionnelles à accomplir dans l'Inde, qui s'est réuni à Londres en 1933; ministre des chemins de fer et du commerce du Gouvernement de l'Inde de 1935 à 1938; ministre du commerce, de l'industrie et du travail du Gouvernement de l'Inde de 1938 à 1939; ministre de la justice et des fournitures de guerre du Gouvernement de l'Inde de 1939 à 1941; chef de la délégation de l'Inde à l'Assemblée de la Société des Nations, à sa session de décembre 1939; de 1941 à 1947 juge à la Cour suprême de l'Inde dont il a été détaché en 1942 pour exercer les fonctions de ministre de l'Inde auprès du Gouvernement de Tchoung-king; conseiller constitutionnel de son Altesse le Nabab de Bhopal, de juin à décembre 1947; chef de la délégation du Pakistan aux deuxième, troisième, quatrième, cinquième, sixième, septième et huitième sessions ordinaires ainsi qu'à la deuxième session extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies; chef de la délégation du Pakistan au Conseil de sécurité des Nations Unies, lors de l'examen de la question du Cachemire en 1948, et de 1952 à 1953.

Ouvrages : Indian Cases; The Criminal Law Journal of India; Reprints of Punjab Criminal Rulings, Vol. IV, et Fifteen Years' Digest.